

Les ministres laissent passer les occasions d'empêcher des accords commerciaux inéquitables entre l'UE et les pays ACP

Alors que les ministres du commerce des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) rencontrent aujourd'hui leurs homologues européens à Bruxelles dans le cadre des négociations en cours sur les Accords de partenariat économique (APE), des organisations de la société civile internationale¹ demandent à ce que ce partenariat entre l'Union européenne (UE) et les pays ACP constitue un outil véritablement au service du développement, et non pas au service d'un **libre-échange aux conséquences économiques, sociales et environnementales dramatiques**.

Alors qu'approche la date de clôture de ces négociations, prévue pour la fin de l'année 2007, la réunion ministérielle UE-ACP constitue l'une des **dernières opportunités de réorienter les discussions** afin que les Accords de partenariat économique favorisent le développement, et non le contraire.

Selon les organisations de la société civile, les APE, tels qu'ils sont proposés, menacent d'entraver la lutte contre la pauvreté et même d'aggraver la situation existante. L'insistance de l'UE pour obtenir des engagements plus poussés qu'à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en matière de libéralisation, et dans des domaines que les pays en développement ont déjà rejetés à l'OMC, rend ces accords potentiellement désastreux pour les économies des pays ACP. **Une pression européenne de plus en plus forte** est exercée sur ces pays afin de les pousser à signer les APE avant d'y être prêts, et bien que l'on ne connaisse pas encore vraiment l'impact de tels accords.

« Si les APE sont signés en raison d'une échéance liée à l'OMC, et non pas parce qu'ils sont bénéfiques au développement, **ce partenariat économique échouera**. Si les pays ACP sont forcés de libéraliser leurs marchés et de s'engager dans des secteurs tels que les services ou l'investissement, des millions de personnes déjà vulnérables verront leurs conditions de vie empirer. » explique Thomas Deve, de l'organisation MWENGO.

Deborah Scott, de l'organisation panafricaine ACORD, renchérit : « Le commerce, sous certaines conditions, peut contribuer au développement. Mais **ces accords menacent d'entraver la lutte contre la pauvreté** en entraînant des changements irréversibles dans les politiques commerciales des pays ACP. Cela va nuire à leur future croissance économique et les privera de la possibilité de choisir les meilleures solutions en matière de développement et de protection de l'environnement. »

Les organisations de la société civile demandent aux ministres de s'assurer que le développement constituera l'enjeu central de tout partenariat, non seulement dans le cadre des discours ministériels mais également, concrètement, dans la négociation des textes. Tout accord commercial entre l'UE et les pays ACP doit **prendre en considération les besoins des partenaires les plus faibles** en matière de développement et permettre des délais et une flexibilité suffisants pour mettre en œuvre les changements. En ce sens, ces accords ne devraient pas être réciproques et ne devraient pas concerner des domaines que les pays ont par ailleurs rejetés.

Caroline Dorémus-Mège, responsable de plaidoyer à Oxfam France – Agir ici, conclut : « Nous demandons aujourd'hui aux Ministres de prendre le temps nécessaire pour **évaluer les implications des APE** en matière de développement et de réduction de la pauvreté. Les gouvernements des pays ACP ne doivent pas signer ces accords s'il s'agit seulement pour eux d'éviter de perdre l'accès au marché européen dont ils bénéficient actuellement. Seul le commerce de marchandises est concerné par la mise en conformité avec l'OMC. L'amélioration des règles d'origine et l'accompagnement de l'intégration régionale doivent être considérées comme des priorités. Il ne s'agit pas de viser à tout prix le libre-échange qui, a fortiori, nuira au développement. »

CONTACT PRESSE :

Aldine FURIO / afurio@oxfamfrance.org / 01 56 98 24 45 ou 06 86 92 93 30

¹ Organisations signataires de ce communiqué : MWENGO, Oxfam International, World Rural Forum, World Economy, Ecology & Development (WEED), Fairfood, Traidcraft, Coordinadora de ONGD de Euskadi, ACORD, Vredeseilanden, ICCO, Christian Aid, Tearfund UK, Both Ends, Trade Justice Movement.